

## Les situations économiques tunisiennes après la révolution du printemps arabe 2011

The Tunisian economic situation after the revolution of Arab spring 2011

الأوضاع الاقتصادية التونسية بعد ثورة الربيع العربي 2011

Foued Sabbagh (a)\*

(a): Chercheur économique international, Faculté de Droit et des Sciences économiques et Politiques de Sousse – Université de Sousse, Tunisie, fouedsabbagh\_2010@yahoo.fr

Reçu: 24/07/2019 Reçu sous réserve: 15/10/2019 Accepté: 05/12/2019

### Résumé :

Les faits économiques tunisiens après le prétendu du printemps arabe ou la révolution sociale ont été marqués par des nombreuses fluctuations et des changements radicaux dans la situation générale de la gestion des affaires administratives du pays. Les plus importants de ces faits, notamment la série de sit-in chaotiques et l'instabilité politique et sécuritaire qui se est augmentés de 2011 à 2018, en note en particulier l'émergence du phénomène du terrorisme et des assassinats. Ces résultats négatifs coûtent trop chères à l'économie nationale tunisienne qui a été touché directement tous les secteurs vitaux de l'économie du pays, notamment les secteurs du tourisme, du commerce et de l'investissement. En outre, l'augmentation des salaires excessifs au cours des trois premières années qui ont suivi la révolution et le nombre croissant de sit-in aléatoires qui ont conduite à arrêter la production dans la mine de phosphate de Gafsa et le non-travail de la plupart des fonctionnaires ont été tous des négatifs facteurs qui ont entraîné une baisse de la productivité et une augmentation du déficit financier et commercial.

**Mots clés :** Situations économiques, Avantages, Désavantages, Causes de la récession, Tunisie.

### Abstract:

The Tunisian economic facts after the so-called Arab Spring or the social revolution have been market by numerous fluctuations and radical changes in the general situation of the management of the administrative affairs of the country. The most important of these, including the series of chaotic sit-ins and the political and security instability that has increased from 2011 to 2018, note in particular the emergence of the phenomenon of terrorism and assassinations. These negative results are too expensive for the Tunisian national economy, which has been directly affected by all vital sectors of the country's economy, including the tourism, trade and investment sectors. In addition, the increase in excessive wages during the first three years following the revolution and the increasing number of random sit-ins that led to the cessation of production in the Gafsa phosphate mine and the non-work of the most officials were all negative factors that led to a decline in productivity and an increase in the financial and trade deficit.

**Key Words:** Economics' situations, Advantages, Disadvantages, Causes of recession, Tunisia.

### الملخص:

شهدت الأحداث الاقتصادية التونسية بعد ما يسمى بالربيع العربي أو الثورة الاجتماعية العديد من التقلبات و التغيرات الجذرية. إذ من أبرز تلك الأحداث نذكر سلسلة الإعتصامات الفوضوية و عدم الإستقرار السياسي و الأمني من سنة 2011 إلى غاية سنة 2018 خاصة منها ظاهرة الإرهاب و الإغتيالات. فتلك النتائج كلفت الإقتصاد الوطني التونسي ثمن باهظ أضر بجميع القطاعات الحيوية و خاصة منها السياحة و التجارة و الإستثمار. بالإضافة إلى ذلك شلت الزيادة المفرطة في الأجور خلال الثلاثة سنوات الأولى التي تلت الثورة و زيادة نسق الإعتصامات التي عطلت جميع قطاعات الدولة و أبرزها منجم فوسفات قفصة و التقاعس في العمل لأغلب الموظفين في القطاع العمومي كانت كلها عوامل سلبية أدت إلى النقص في الإنتاجية و زيادة العجز المالي و التجاري.

الكلمات المفتاحية: الأوضاع الاقتصادية, الإيجابيات, السلبيات, أسباب الركود, تونس.

\*: Corresponding author : [fouedsabbagh\\_2010@yahoo.fr](mailto:fouedsabbagh_2010@yahoo.fr)

## 1. Introduction

La transition économique de 1987 à 2010 a été marquée par des réalisations remarquables dans le développement des infrastructures et économique de la Tunisie, avec la reconnaissance internationale des plus importantes institutions internationales, dirigées par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et des institutions de notation. Ces victoires représentent pour les générations futures un gain important, y compris les grands projets gouvernementaux tels que les hôpitaux, les universités et les places de loisirs comme le projet du Lac à Tunis. La Tunisie a également plus progressé dans la mise en œuvre des programmes complets de réhabilitation de l'économie tunisienne tout en continuant de mettre en œuvre les plans de développement adoptés depuis l'indépendance en 1956 en coordination avec les institutions financières internationales. Cependant, l'accumulation du mécontentement populaire résultant de la pauvreté et de la dégradation liée à l'inégalité, aux taux de chômage élevé et à la détérioration du pouvoir d'achat, le processus de réforme du développement s'est déplacé vers le chaos et l'incertitude. En effet, depuis le déclenchement de la révolution du printemps arabe en Tunisie en 2011, la scène politique et économique tunisienne a été témoin des événements et des développements qui n'ont jamais été observés depuis un siècle. Dans une courte période de temps et après sept ans de cette révolution qui a renversé l'ancien régime, six gouvernements ont été nommés. Par conséquent, ces troubles politiques et l'instabilité gouvernementale ont contribué à la détérioration des situations économiques et à l'instabilité sociale. Comme cela, ils étaient pour les sit-in aléatoires et le chaos dans les quartiers populaires ou les grèves générales sous la supervision de l'union générale tunisienne du travail ont un rôle important dans l'accumulation des crises et la perturbation de la production de phosphate du bassin minier de Gafsa et du bassin de production du sel, et la campagne où est le pétrole et les événements de la ville de Camor et d'autres événements chaotiques au cours des sept années qui ont suivi la révolution sociale. En outre les opérations terroristes, notamment à l'époque de soi-disant la Troïka, qui ont abouti à des assassinats politiques et à des attentats terroristes contre les étrangers, elles ont paralysé complètement le secteur du tourisme et elles ont négativement affecté les revenus financiers de la réserve de la Banque Centrale de Tunisie jusqu'à la fin de 2015. Les résultats ont été désastreux pour l'échange de Dinar Tunisien contre le panier des devises étrangères, en particulier l'Euro et le Dollar, où le Dinar tunisien a triplé contre ces devises et il est entré dans la phase de la crise de change. Aussi les recrutements aléatoires dans la fonction publique au cours de la période de 2011 à 2014, l'énorme augmentation des salaires avec l'inactivité croissante au travail, le manque de productivité ont contribué de l'accumulation de cette crise et la surcharge du solde de la balance des paiements publics à des dépenses supplémentaires. En revanche, la période du post révolution a été marquée par une série des réformes de sauvetage résultant de la détérioration des situations sociales et économiques due à l'indifférence de l'ancien régime face aux besoins essentiels de certaines catégories pauvres et nécessiteux, notamment l'amélioration de niveau de vie et de la manque de l'emploi. Les réformes radicales de l'économie tunisienne ont été lancées à la fin de 2011 sous un gouvernement de transition qui souffre des faiblesses et des fragilités dans l'administration des affaires intérieures et extérieures du pays en raison de l'accumulation de déficits financier et commercial. Toutefois, l'aide financière étrangère sous forme des dons, d'aide financière et de prêts à long terme auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international n'a pas été utilisée de manière bonne et appropriée pour faire face aux crises accumulées. En outre, l'épuisement des ressources financières publiques a

contribué à l'indemnisation de l'amnistie générale et des victimes de l'ancien régime ou à l'énorme augmentation des salaires et des affectations aléatoires dans la fonction publique entre 2011 et 2013 dans la situation générale de l'économie nationale tunisienne. Les facteurs du phénomène de la violence, du terrorisme et des assassinats ont également contribué à l'entrée dans le pays tunisien dans un climat de chaos qui a presque conduit à une ingérence étrangère directe dans les affaires intérieures par le maintien de ses missions économiques, politiques, stratégiques ou diplomatiques. En conséquence, le gouvernement de la Troïka a été échoué lamentablement et il a finalement été renversé par la pression populaire dans toutes les villes tunisiennes et le retrait des mouvements islamistes de la scène gouvernementale à la fin de 2013. En effet, un nouveau gouvernement a été formé pour sortir l'économie tunisienne des gouffres économiques tout en maintenant la paix sociale, la sécurité et la stabilité politique au début de 2014. La période de transition s'est terminée après les élections nationales de 2015, après lesquelles la Tunisie a adopté de nouveaux programmes de développement et des nouvelles politiques économiques reposant principalement sur la libéralisation et l'ouverture tout en renforçant le statut du secteur privé dans l'économie tunisienne. En général, les situations économiques tunisiennes après la révolution du printemps arabe 2011 ont été témoin de nombreux avantages et désavantages, y compris l'accent mis sur la réduction du déficit budgétaire et atteindre un taux de croissance économique en 2012 de 3.99%, et améliorer les conditions de vie grâce à des augmentations des salaires et en réduisant le taux de chômage. Cependant, les désavantages ont eu un impact plus sérieux et profond sur l'économie financière et bancaire, qui est fragile dans son ensemble. Comme il a eu le recours à l'emprunt auprès des institutions du Bretton Woods ou les marchés financiers mondiaux pour rembourser la dette intérieure et l'exemption des salaires ou l'endettement pour récupérer les dettes précédentes. Ces facteurs se sont accumulés, le déficit budgétaire a augmenté et l'exacerbation de la dette ont compliqué les choses, notamment les relations commerciales et économiques avec les partenaires permanents tels que l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique.

### **1.1. Problématique de l'étude et sous-questions :**

Quelles sont les causes profondes de la récession économique et du déficit budgétaire après le prétendu du printemps arabe en Tunisie en 2011 ? Et quels sont les avantages et les désavantages du système macroéconomique tunisien pendant cette période ?

### **1.2. Hypothèses :**

- L'impact de la révolution Tunisienne sur l'économie nationale après la révolution de 2011
- Les perturbations des indicateurs financières et économiques
- L'endettement, la manque de la productivité et la hausse rapide des salaires
- Les avantages et les désavantages de la révolution Tunisienne sur le système macroéconomique

## **2. L'impact des sit-in et du terrorisme sur l'économie nationale tunisienne**

Il ne fait aucun doute que les événements qui ont suivi la révolution tunisienne en 2011 constituent un précédent dangereux pour la sécurité nationale et les acquis économiques et de développement de la Tunisie. Les sit-in subversifs et perturbateurs ont également eu des effets négatifs directs sur l'investissement et le commerce. Malgré le fait que la démocratie est la construction et l'établissement de l'avenir des générations futures d'une manière civilisée mais elle devient parfois destructeur et subversive si la critique franchit a été dépassée les lignes rouges alors que les conflits des partis tunisiens entre eux sur le

pouvoir et l'influence politique et financière, deviennent une guerre interne pour saboter l'économie nationale. En outre, l'ouverture de nombreux sièges des partis d'opposition et d'organes politiques sous couvert de la constitution, sous financement gouvernemental par des subventions du budget de l'État, globalement constitue un facteur négatif qui pèse le solde de la balance des paiements publics et le greffe par des dettes internes supplémentaires. Après la révolution, la Tunisie est devenue un commerçant a financé le côté politique plus de trois fois ce qu'elle était avant la révolution, notamment pour extraire les salaires de certains responsables d'organes politiques ou constitutionnels ou d'autres tels que la commission de vérité et de dignité. Aussi l'augmentation des bases des partis populaires des grands partis qui reçoivent également des subventions financières du gouvernement. Cependant, cet environnement des partis complexes a formé un incubateur des conflits politiques qui ont augmenté le nombre de sit-in et si la plupart d'entre eux étaient sous la direction de certains partis politiques qui cherchent l'instabilité politique et économique. Tous ces sit-in ont eu un impact direct sur l'économie nationale, entravant la production et réduisant les opportunités d'investissement et la confiance dans les marchés financiers et commerciaux. La baisse du taux de croissance économique à un taux de 1.1% en 2015 et 2016 a réduit la création des nouvelles opportunités d'emploi et les finances publiques ont subi des pertes et des déficits supplémentaires accumulés de puis les dernières années. En général, les sit-in sont représenté une source de préoccupation pour le gouvernement en raison de son impact direct sur les situations économiques tunisiennes. Cependant, les manifestations populaires ou les grèves ouvrières sont légitimes et doivent être réglementées conformément à la loi car elles sont totalement exigés des revendications des droits de l'homme, y compris l'emploi et la réduction du taux de chômage, l'amélioration du pouvoir d'achat et la réduction des prix alimentaires, la fourniture des services de base adéquats aux citoyens et l'amélioration du niveau de revenu par habitant. Mais les soi-disant sit-in chaotiques empoisonnés par l'incitation du parti et des actes de sabotage et de brûlage, et les attaques contre les installations publiques et les centres de sécurité sont criminels et leurs effets négatifs et plus nuisibles que les protestations populaires et les grèves ouvrières, et à tous les niveaux de l'économie nationale. Les sentiments croissants de mécontentement social, de pauvreté, de chômage et de l'insatisfaction populaire face à la gestion administrative du gouvernement ou le manque de sentiment de bien-être et de bonheur conduisent certains citoyens tunisiens à s'orienter vers l'immigration illégale et à tomber dans le piège des trafiquants de terrorisme et se transformer en un outil de crime international influencé sur la destination touristique ou d'investissement de la Tunisie. Comme tous les pays du monde, la Tunisie a été victime du terrorisme, qui a causé d'énormes pertes financières, en particulier sur le secteur touristique et les investissements directs étrangers. Les effets du terrorisme ont été dévastateurs de l'économie nationale tunisienne, en particulier en 2013 et 2015, y compris les assassinats politiques, les événements de Sousse et Bardo. Parmi ces pertes économiques causées par le terrorisme, on note les pertes sur le revenu national brut, le déclin du taux de croissance économique, la suppression de l'investissement étranger direct par les intimidants et l'exclusion des investisseurs, la perturbation de la production et le manque de confiance général à l'égard de la performance du gouvernement, l'augmentation tu taux de chômage en particulier dans les secteurs touchés par le terrorisme. Dans ce contexte, une étude a été conclue par (Subhayu Bandyopadhy et Todd Sandler, 2014) que les effets du terrorisme sur le commerce international pour une petite économie ouverte devenus plus influent sur le facteur d'offre car le terrorisme réduit le recrutement de main

d'œuvre et entraîner de la perte du revenu national en raison des sorties de capitaux et aussi de la politique de la lutte contre le terrorisme a également un rôle actif dans l'économie. Par conséquent, la forte réduction des investissements étrangers nets et les pertes commerciales causent des graves dommages économiques. Le facteur de terrorisme est représenté de la perturbation de la production industrielle et touristique et peut s'accompagner d'une réduction de l'aide étrangère avec une détérioration de la notation nationale souveraine, ce qui provoque la montée du chômage et le problème de l'immigration illégale.

### **3. Manque de productivité et augmentation des salaires**

Au cours des trois premières années qui ont suivi la révolution de 2011 en Tunisie, les finances publiques ont subi une perte significative de leurs ressources financières. Il s'agissait pour le dossier d'indemnisation des victimes de l'ancien régime et les recrutements surcharge dans la fonction publique la plus grande part allouée à ces questions. Ainsi, en plus de la hausse des prix des produits alimentaires en 2010 et de l'entrée du pays en période de crise sociale et économique, les salaires ont été augmentés de manière imprévue, en grande partie par rapport à la situation économique. L'étude (George Joffé, 2011) a conclu que l'escalade soudaine des prix de produits alimentaires à la fin de 2010 a provoqué le dégoût du public à la suite de la répression et de la détérioration du pouvoir d'achat.

Par conséquent, la série des manifestations depuis 2011 jusqu'en 2014 a affecté l'économie nationale où le déficit budgétaire en 2014 était le plus élevé à - 9.12% du PIB. L'instabilité politique et la perturbation de la production par des manifestations successives ont constitué un impact direct sur le commerce, la finance et l'investissement. Le pays est entré dans la phase d'inactivité et du manque de productivité. En outre de le manque de réussite des progrès dans le renouvellement du modèle et des méthodes de développement et dans la mise en œuvre des réformes structurelles, notamment fiscales. Par conséquent, le fait de ne pas suivre la réforme économique néolibérale et de ne pas démanteler l'ancien système de contrôle central, en mettant l'accent sur les modèles de développement précédents a provoqué un ralentissement du développement et de la réhabilitation globale dans tous les secteurs de l'économie. Selon l'essai de (Adel Malik et Bassem Awadallah, 2013) sur l'économie du printemps arabe, que l'État dans ces économies atteignant pour tous les secteurs productifs quand il s'agit des nécessités de la vie, tels que la nourriture, l'énergie, l'emploi, le logement et d'autres services publics et souvent le primaire et le dernier côté pour satisfaire les besoins fondamentaux. Généralement les augmentations dans les dépenses publiques et les paiements des salaires échange avec la baisse du rythme des changements technologiques et combler le fossé numérique et le déclin des secteurs productifs vitaux tels que l'agriculture et l'industrie et en particulier les recettes financières en devises étrangères du secteur touristique et la vente de produits traditionnels sont représentés dans son ensemble des facteurs influents négativement sur la situation économique de la Tunisie. En conséquence, la production a diminué et la capacité de compétitivité a diminué d'où les échanges commerciaux ont été touchés et la productivité a diminué et la dette s'est accumulée. L'un des principaux problèmes auxquels la Tunisie est confrontée actuellement est la dette intérieure, le déficit de la balance commerciale et le déficit budgétaire en raison de la fragilité du système financier et fiscal et certains hommes d'affaires échappent de l'extraction des impôts et le remboursement des versements des prêts bancaires. De plus, le processus de libéralisation

du secteur bancaire n'a pas été pleinement réalisé et aucune privatisation n'a été réalisée dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur, auquel une grande partie du budget est allouée. En raison de la mauvaise performance du gouvernement et le chevauchement du pouvoir économique par le pouvoir politique, et en particulier le manque de développement du secteur privé et de la lutte contre la corruption financière et l'évasion fiscale et de la lutte contre le blanchiment des capitaux et de l'argent avec l'augmentation excessive des salaires pour certains secteurs non productifs tels que l'éducation, la sécurité et le manque général de productivité ont diminué le taux de croissance économique et la baisse du Dinar Tunisien par rapport à l'Euro et au Dollar et l'économie nationale tunisienne est entrée en phase de récession et une perspective négative pour l'avenir a affecté négativement l'investissement et l'endettement.

#### **4. Le système macroéconomique tunisien après la révolution du printemps arabe : Avantages et Désavantages**

Malgré la situation économique, sociale et politique difficile de la période post-révolution tunisienne, le nouveau gouvernement a connu une certaine reprise économique surtout à la fin de 2012. Le gouvernement de la Troïka a adopté un groupe d'experts de l'économie tunisienne à la tête du ministère des Finances et la Banque Centrale de Tunisie, où certaines réformes structurelles et administratives ont été réalisées et une bonne croissance économique de 3.99% en 2012. Cependant, cette réalisation et le changement radical vers la décentralisation économique et le développement se transforment rapidement en récession économique, surtout après l'augmentation excessive des salaires et l'alourdissement des finances publiques avec des compensations pour les personnes victimes de l'ancien régime et la surcharge de la dette publique sur les fonds sociaux. Malgré les avantages obtenus par le ministère des Finances grâce au renouvellement du système de recouvrement et de la réforme administrative structurelle et de stimuler la libéralisation des investissements et des échanges par la levée de certains droits de douane pour faciliter les échanges commerciaux et pour augmenter le taux de croissance économique. Cependant, les points négatifs étaient dominants sur le plan économique, en particulier l'émergence du phénomène du terrorisme, les assassinats et la montée des protestations populaires, qui a affecté la situation de sécurité et donc l'instabilité politique où de nombreux gouvernements à changer dans une très courte période de temps ce qui a affecté l'investissement et la stabilité économique. Ce qui a conduit le pays dans une phase de récession économique, en particulier au cours du deuxième trimestre de 2015 et les situations économiques sont restées fluctuante entre la croissance et le déclin et l'instabilité macro-économique tout au long de la période entre 2011-2016. Malgré tous ces facteurs négatifs l'économie tunisienne n'est pas tombée dans une crise bancaire ou une faillite en faveur de la cohésion tout au long de cette période et elle a commencée à franchir cette étape par des décisions constantes de la Banque Centrale de la Tunisie pour réduire l'inflation et pour augmenter le taux d'intérêt, en particulier par le commence de la mise en œuvre du treizième plan de développement quinquennal 2016-2020.

##### **4.1. Les avantages**

Les aspects positifs les plus importants observés par l'économie tunisienne au cours de la période qui a suivi la révolution de 2011 peuvent être résumés comme suit :

- La Banque Centrale a assoupli sa politique monétaire depuis le début de 2011 et cela dans le but de libérer l'économie monétaire et bancaire et de soutenir l'activité économique et le système financier. La Banque Centrale de la Tunisie a également poursuivi sa politique monétaire efficace, qui est basée sur une gestion

souple du taux d'intérêt principal et de la stabilité des réserves de change en devises étrangères.

- La coopération économique et commerciale et la diversification des relations avec certains pays afin d'attirer davantage d'investissements étrangers directs.
- Développer le secteur privé tout en maintenant la stabilité financière et bancaire tout en gagnant en confiance. Malgré ces perturbations économiques et sociaux, la Tunisie n'a pas connu de crise bancaire ni de faillite générale.
- Une amélioration nette dans les indicateurs d'absence de corruption et de la libéralisation économique (Tableau statistique 1) surtout au niveau de l'indice de libéralisation de la corruption et de la libéralisation fiscale et de la libéralisation du climat des affaires et de l'investissement et l'amélioration de l'indice de libéralisation monétaire, quant à la libéralisation financière, elle était stable à 30%.
- Poursuite de la réforme structurelle et de la réglementation administrative pour suivre le rythme des normes internationales tout en utilisant les technologies modernes pour combler le fossé numérique. Par conséquent, l'amélioration du niveau de développement humain.
- La réduction de taux de pauvreté, en particulier à l'intérieur des villes du pays, et l'adoption de la politique de protection et de couverture sociale tout en réduisant les dépenses publiques grâce à une politique d'austérité en 2014.
- La réalisation la plus importante reste le plan de développement 2016-2020 ou soi-disant la conférence internationale sur l'investissement pour soutenir l'économie tunisienne et à assurer la stabilité et la prospérité. Cette conférence se concentre sur cinq axes, notamment la réalisation d'un développement global tels que le développement des infrastructures des routes et des équipements publics, l'investissement et la libéralisation du commerce et la réduction du déficit de la balance commerciale, la bonne gouvernance et la poursuite de la réforme administrative et la lutte contre la corruption financière, le passage d'une économie à faible coût à un pôle économique avec une compétitivité accrue sur les marchés locaux et mondiaux, le développement humain, la solidarité sociale et la réduction du chômage, l'adoption du concept de l'économie verte qui est considéré comme le pilier du développement global.

#### **4.2. Les désavantages**

En raison de l'accumulation des problèmes internes de protestations populaires et des conflits politiques, la macroéconomie a été endommagée clairement au cours de la dernière période, en particulier de 2014 à 2017. Un certain nombre des facteurs négatifs ont contribué à la détérioration des situations économiques, notamment on note :

- Au cours de l'année 2011, les fondamentaux macro-économiques de la Tunisie se sont détériorés et la croissance économique a enregistré une baisse négative était de -1.91%, comme il n'a pas dépassé 1.1% entre 2015 et 2016 (tableau statistique 2).
- La fragilité du système bancaire et la faible performance du secteur financier en raison de l'impact des prêts non performants dans le capital des banques et de l'absence de supervision adéquate du secteur bancaire et financier et de l'absence d'une bonne gouvernance bancaire.
- Le déficit financier du budget tunisien a augmenté de - 8.78% en 2016 a conduit à une augmentation de la dette, tels que les stocks de la dette extérieure (% du GNI)

était de 69.49% en 2016 avec le continu de l'augmentation des charges du FMI (INT, USD actuel).

- Le coût du terrorisme et une tente sur l'économie de la Tunisie afin qui a causé d'énormes pertes financières et commerciales et économiques, y compris les pertes dans le revenu national brut, retardent la croissance économique, la lutte contre les investissements étrangers directs, le tourisme endommagé et les industries traditionnelles de manière significative et le secteur déficit total de la balance commerciale et financière.
- De plus en raison de l'escalade de sit-in d'une manière chaotique et aléatoire avec l'échec de la majorité des employés dans le travail du secteur public et une augmentation des dépenses en matière d'éducation, en particulier sur le fil de sécurité publique désactiver les plans de développement et de freiner la croissance économique avec un déficit de progrès dans la mise en œuvre des réformes économiques et sectorielles des programmes structurels, qui causé une grave récession économique.
- La baisse des investissements directs suite à la perte de confiance dans les investissements en Tunisie, avec la paralysie du secteur privé et le fardeau des finances publiques et la charge de la balance des paiements résultant d'augmentations salariales excessives, qui ont conduit à une augmentation de la dette pour recouvrer la dette intérieure ou combler le déficit des fonds sociaux avec des retards dans le paiement des salaires des employés occupant des emplois publics.
- L'échange commercial a été affecté, où le commerce (% du PIB) a diminué à 89.98% en 2016. Par conséquence, la balance commerciale a été affectée ce qui par nature souffre d'un déficit continu.
- La hausse des prix des produits alimentaires, l'inflation et le chômage ont directement affecté la consommation et l'épargne.
- L'effondrement du Dinar Tunisien contre l'Euro et le Dollar ce qui pourrait conduire à une crise de change.
- Le risque d'une baisse du stock général de la réserve centrale des devises étrangères et de l'accumulation de l'endettement, notamment avec le remboursement des échéances de prêts ce qui pourrait conduire à une crise de la dette souveraine.

Sept ans après la révolution du printemps arabe tunisien en 2011, le système de micro-économie et macro-économie tunisienne continue de se dégrader en raison des plusieurs facteurs internes et externes. La plupart des entreprises privées ont été endommagées et la faible rentabilité reflète négativement sur la production et la consommation. Aussi la faiblesse de la productivité, de la capacité de compétitivité et du soutien du secteur privé. En revanche, le système de macro-économie tunisienne a été affectée par le ralentissement des réformes structurelles administratives et économiques et ainsi de la fragilité du secteur financier et bancaire et la baisse des investissements avec le recours à l'endettement pour extraire une dette passée ou pour récupérer les salaires qui ont été augmentés de manière inefficace.

## 5. Conclusion

Cet article a pour objectif d'analyser la situation économique tunisienne après la révolution sociale 2011 et d'étudier les causes profondes de la récession économique générale entre 2015 et 2018. Selon les statistiques retenues dans la méthodologie d'analyse des événements économiques précédents, en particulier entre 2011 et 2013, la

plupart de ces indicateurs montrent qu'il y a une crise dans la situation économique générale, de sorte que les événements se sont aggravés par rapport à la période antérieure à la révolution. La plupart de ces indicateurs économiques indiquent aussi qu'il y a une accumulation du déficit budgétaire d'une manière ascendante. La croissance économique est tombée à moins de 1.1% entre 2015 et 2016, elle a été réduite par rapport à 2008 de 4.23%. La réserve totale de la Banque Centrale de Tunisie a diminué, une augmentation marquée de la dette extérieure et en particulier les charges du Fonds Monétaire International en Dollars Américains. En ce qui concerne les indicateurs de lutte contre la corruption et la bonne gouvernance, la libéralisation économique, monétaire, commerciale, des investissements et financière ne s'est guère améliorée, mais est restée stable. De manière générale, les événements économiques et sociaux survenus en Tunisie entre 2011 et 2018 ont été influencés par de nombreux facteurs internes ou externes, notamment le coût du terrorisme, qui pesait très lourd sur l'économie tunisienne, les sit-in chaotiques qui ont entravé la production, le manque de la productivité et l'augmentation excessive de la productivité. La dégradation de la cote de crédit globale de la Tunisie par les agences de notation mondiales a entraîné une perte de confiance des investisseurs étrangers en Tunisie et une diminution des exportations a entraîné une diminution des réserves de changes de la Banque Centrale de Tunisie. Les facteurs d'instabilité politique ont également contribué à la détérioration de la plupart des indicateurs économiques, principalement en raison de l'interdépendance globale des événements politiques et économiques dans la gestion des affaires intérieures du pays. Malgré les nombreuses réformes positives du système macroéconomique, on remarque que les résultats négatifs ont désavantages et mis un impact sur le revenu national brut total, ce qui a affecté la production générale et réduit la productivité, aussi ce qui a eu des répercussions négatives sur la consommation locale, entraînant une hausse des prix et une inflation accrue. En outre, l'épargne et les investissements ont diminué, entraînant une forte baisse des recettes fiscales et donc à un déficit financier et commercial. Ainsi, entre 2015 et 2018, le développement économique s'est limité à la mise en place d'infrastructures pour les routes, les voies ferrées et les installations maritimes, alors aucun développement important n'a été enregistré au cours de cette période. On note aussi que la croissance économique a fluctué, les échanges commerciaux ont été très faibles et la couverture en devises étrangères a été faible, ce qui a entraîné le lancement des obligations publiques sur les marchés financiers internationaux afin de se raviser les réserves de la Banque Centrale de Tunisie.

**Liste des références :**

- African Development Bank Group, (2012), Tunisie – African Economic Outlook, Perspectives économiques en Afrique, BAFD, OCDE, PNUD, CEA.
- Bandyapadhy, Subhayu, and Todd Sandler, (2014b), The Effects of Terrorism on Trade: A Factor Supply Analysis, Federal Reserve Bank of St. Louis Review, Vol.96, N°2, pp. 229-241.
- Bandyopadhyay, Subhayu, Todd Sandler, and Javed Younas, (2015), The Toll of Terrorism, Finance & Development, (June), pp.26-28.
- Joffé George, (2011), The Arab Spring in North Africa: Origins and Prospects, The Journal of North African Studies, Vol.16, N°4, (December), pp.507-532.
- Malik, Adeel, and Bassem Awadallah, (2013), The Economics of the Arab Spring, World Development, Vol.45 (May), pp.296-313.

Les situations économiques tunisiennes après la révolution du printemps arabe 2011—————

Mazarei, Adnan, and Tokhir Mirzoev, (2015), Four Years After the Spring, Finance & Development, (June), pp.55-57.

Sabbagh Foued, (2017), The Study of Economics Tunisian Situation, Edition Neel and Fourat. Arabic version (March 2018), pages 87.

Trape, Philippe, and Kaouther Abderrahim (2016), Tunisie – African Economic Outlook, Perspectives économiques en Afrique, BAFD, OCDE, PNUD, CEA.

**Annexes**

**Tableau 1 : Les indicateurs de l'absence de corruption et de la libéralisation économique de 2008 à 2016**

INDICE/ ANNÉE	SCORE GLOBAL	DROITS DE PROPRIÉTÉ	LIBERTÉ DE CORRUPTION	LIBERTÉ FISCALE	LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT	LIBERTÉ D'AFFAIRES	LIBERTÉ DE TRAVAIL	LIBERTÉ MONÉTAIRE	LIBERTÉ COMMERCIALE	LIBERTÉ D'INVESTISSEMENT	LIBERTÉ FINANCIÈRE
<b>2008</b>	60.1	50.0	46.0	76.4	77.1	80.1	62.3	77.6	71.8	30.0	30.0
<b>2009</b>	58.0	50.0	42.0	76.5	78.3	81.6	60.1	78.4	53.0	30.0	30.0
<b>2010</b>	58.9	50.0	44.0	74.4	78.5	80.2	67.4	76.5	53.5	35.0	30.0
<b>2011</b>	58.5	50.0	42.0	73.7	77.6	80.2	65.7	77.3	53.5	35.0	30.0
<b>2012</b>	58.6	40.0	43.0	74.8	71.5	82.9	74.1	76.9	58.1	35.0	30.0
<b>2013</b>	57.0	40.0	38.0	74.5	63.7	82.8	70.1	77.8	58.1	35.0	30.0
<b>2014</b>	57.3	40.0	39.2	74.3	63.8	80.7	72.6	75.9	61.8	35.0	30.0
<b>2015</b>	57.7	40.0	41.0	74.3	70.8	81.2	69.1	74.8	61.2	35.0	30.0
<b>2016</b>	57.6	40.0	40.0	74.0	73.4	81.3	64.0	75.6	62.2	35.0	30.0

**Source : La fondation du patrimoine (Indice de liberté économique)**



**Tableau 2 : Les plus importants indicateurs économiques tunisiens de 2008 à 2016**

<b>Nom de l'indicateur/années</b>	<b>Charges du FMI (INT, USD actuel)</b>	<b>Stocks de la dette extérieure (% du GNI)</b>	<b>Total des réserves (Comprend l'Or, \$ US Courants)</b>	<b>Croissance du PIB (% annuel)</b>	<b>Commerce (% du PIB)</b>	<b>Solde du compte courant (% du PIB)</b>
<b>2008</b>	432000	50,6129774	9038905431	4,23777684	114,354832	-3,814931475
<b>2009</b>	984000	54,9234497	1,1294E+10	3,04344895	93,0168788	-2,839145092
<b>2010</b>	1344000	53,5254522	9764263623	3,51060864	104,149109	-4,777295831
<b>2011</b>	460000	51,8708585	7785306752	-1,91717768	104,529075	-7,390748694
<b>2012</b>	125000	58,5574189	8717830233	3,99766608	106,531077	-8,261645343
<b>2013</b>	1176000	58,0709962	7550027746	2,87475429	103,449905	-8,386102982
<b>2014</b>	7509000	57,4606291	7498011535	2,82315958	100,920287	-9,121188903
<b>2015</b>	12227000	64,8676563	7559201857	1,14940839	91,0501534	-8,920319784
<b>2016</b>	20167000	69,498949	6137077538	1,1697691	89,9858102	-8,782784264

**Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque Mondiale**